www.uneecole-votreavenir.org

Paris, le 4 septembre 2009

Oui, Monsieur le ministre :
un pays qui croit en son avenir est un pays qui investit dans l'éducation !

Nous constatons en cette rentrée 2009 les graves conséquences de la crise financière et économique en France. La hausse exceptionnelle du chômage et de la précarité accompagnée d'un désengagement progressif de l'Etat vis-à-vis des services publics provoquent une véritable crise sociale.

Dans un tel contexte, un grand service public laïque d'éducation est une chance. Pourtant, il est victime de la politique dangereuse du gouvernement : l'appauvrissement de l'Ecole, la suppression de 50 000 postes dans l'Education nationale depuis 2002, la suppression de la carte scolaire, l'abandon de l'Education prioritaire, les menaces sur la maternelle… accentuent inlassablement les inégalités dans notre société et font peser sur les collectivités territoriales des obligations qui relèvent de l'Etat.
Les organisations signataires ne peuvent accepter la programmation de 16 000 suppressions supplémentaires à la rentrée 2010. Elles demandent un changement conséquent de la politique de l'emploi public avec un arrêt des suppressions de postes et la mise en place d'un plan pluriannuel de recrutement, mais aussi l'abandon de la politique menée vis-à-vis de la carte scolaire.

Les affirmations sur la nécessité d'investir dans l'Education et de réduire les inégalités doivent se traduire par des décisions en rupture avec les politiques menées ces dernières années.
Après deux années durant lesquelles l'Ecole a été brutalisée, il est temps de renouer un réel dialogue constructif avec l'ensemble de la communauté éducative pour une école qui assure la réussite de tous et connaisse une nouvelle vague de démocratisation. Cela signifie qu'il faut traiter de façon ambitieuse la préparation du budget 2010, la formation des enseignants, les remplacements, la place de l'école maternelle, primaire et du collège, les programmes et les pratiques, le rôle des associations complémentaires… L'orientation scolaire doit être un levier pour la réussite des jeunes via un service public d'orientation de l'Education nationale doté de moyens importants et de personnels qualifiés.
Tous ces dossiers doivent être ré-ouverts.

Ainsi le processus de réforme du Lycée doit être relancé sans précipitation. Le calendrier fixé par le ministre est trop court pour construire la réforme ambitieuse que la communauté éducative attend, d'autant plus indispensable que la société est en crise.
Alors que Luc Chatel affirme agir dans « un esprit de dialogue et de concertation » les organisations signataires de cet appel, lui demandent d'ouvrir dès la mi-septembre 4 chantiers de réflexion et de travail sur :

- L'accès et la réussite d'un plus grand nombre de jeunes au Lycée et l'orientation scolaire.
- Des contenus et des pratiques pour une nouvelle vague de démocratisation du lycée.
- Un lycée qui ne soit pas seulement un lieu d'étude mais qui soit aussi un véritable lieu de vie et d'apprentissage de la citoyenneté et de l'intégration.
- Une réforme qui permette à un maximum de jeunes d'accéder à l'enseignement supérieur et d'y réussir.

Sur tous ces points, les organisations signataires s'adressent solennellement au ministre de l'Education nationale pour qu'il entende et mette ses actes en conformité avec ses paroles en donnant sans tarder de premiers signes concrets et en ouvrant les discussions nécessaires.
Elles se retrouveront à la fin du mois pour faire le point et évaluer la situation et les réponses du ministre.

Ne rajoutons pas à la crise économique celle de l'Education :
investissons pour elle !

Liste des premiers signataires :

CEMEA
CRAP-Cahiers pédagogiques
FAEN
FCPE
FEP-CFDT
FERC-CGT
FOEVEN
FSU
GFEN
ICEM-Pédagogie Freinet
La JPA
La Ligue de l'enseignement
SGEN-CFDT
UNEF
UNL
UNSA Education